



## NOTE CONCEPTUELLE

### 3ème SEMINAIRE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE RECENTE ET LES PREVISIONS DANS LES PAYS ANGLOPHONES DE LA CEDEAO

11-14 Octobre 2022, à Banjul, en Gambie

#### 1. Contexte et justification

Le continent africain a été récemment touché par une série de crises sans précédent, en particulier la COVID-19, qui est une crise sanitaire ayant des effets économiques profonds, et le conflit entre la Russie et l'Ukraine, qui a entraîné des perturbations dans l'approvisionnement en nourriture, en carburant et en produits agricoles. En outre, le continent est confronté à des défis structurels, tels que le changement climatique, l'insécurité et les tendances démographiques, qui constituent également des obstacles à la reprise économique.

L'apparition et la propagation du COVID-19 en 2020 ont entraîné une perturbation sans précédent de l'activité économique dans le monde entier. En Afrique, même si la propagation du virus et la mortalité qui y est liée ont été plus faibles qu'initialement prévu, l'impact socio-économique du choc COVID-19 est sévère sur le continent. Selon l'UNECA, environ 55 millions d'Africains ont basculé dans l'extrême pauvreté en raison de la baisse de l'activité économique, des emplois et des revenus provoquée par le COVID-19 en 2020. <sup>1</sup>

Alors que la croissance du PIB mondial était de 2,5% en 2019, elle a sombré à -3,6% en 2020. Malgré une timide reprise en 2021, avec une croissance de 5,8%, les chocs supplémentaires de la crise Russie-Ukraine ont plombé la dynamique économique et la croissance ne devrait atteindre que 3,1% en 2022. En ce qui concerne l'Afrique, la trajectoire est très similaire: une croissance du PIB de 2,9 % en 2019, suivie d'une chute de -1,8% en 2021, d'une croissance de 4,1% en 2021 et d'une prévision de 3,7% en 2022. <sup>2</sup>

Selon le FMI<sup>3</sup>, le ralentissement de la croissance du PIB en 2022 s'explique par une inflation en constante progression due à la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que par les déséquilibres persistants entre l'offre et la demande, les confinements dus au COVID-19 en Chine, qui perturbent les chaînes d'approvisionnement, et les conséquences négatives du conflit Russie-Ukraine. Le coût moyen du baril de pétrole a considérablement augmenté depuis 2021, passant de 69,07 dollars en 2021 au prix hypothétique, basé sur les marchés à terme, de 103,88 dollars en 2022 et de 91,07 dollars en 2023

En effet, la perturbation des chaînes d'approvisionnement en énergie, en denrées alimentaires et en intrants agricoles, tels que les engrais, entraîne une inflation croissante et une pénurie alimentaire dans les pays développés et en développement. Cette situation est particulièrement alarmante pour les pays africains et peut entraîner des difficultés, des famines et des troubles sociaux. La Russie et l'Ukraine représentent près de 30% des exportations mondiales de blé et un nombre considérable de pays africains sont fortement dépendants des importations en provenance de ces pays. L'inflation touche de manière disproportionnée les ménages à faible revenu et aggrave l'insécurité alimentaire, ce qui a pour conséquence inquiétante de faire passer des millions de personnes sous le seuil de pauvreté. Bien que les exportateurs d'énergie et de minéraux profitent de la hausse des prix, les importateurs nets subissent un lourd tribut, qui mine leurs équilibres extérieurs et budgétaires. L'inflation moyenne des prix à la consommation dans la région devrait atteindre 12,3% en 2022, sous l'effet négatif des conséquences du conflit et des phénomènes météorologiques extrêmes<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> UNECA, Lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité en Afrique pendant la pandémie de covid-19, 2022.

<sup>2</sup> ONU. Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2022.

<sup>3</sup> FMI, Juillet 2022, Perspectives de l'Economie Mondiale : sombres et plus incertaines.

<sup>4</sup> ONU. Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2022

Les projections pour 2023 montrent un fort ralentissement de l'économie mondiale, avec une croissance du PIB de 3,1% selon l'ONU<sup>5</sup> et de 2,9% selon le FMI<sup>6</sup>. Comme l'indique ce dernier, l'incertitude des prévisions économiques a augmenté en raison du scénario international actuel. Parmi les principaux défis à venir, il est possible de souligner la fragmentation géopolitique, qui a le potentiel d'entraver le commerce mondial et la coopération. L'ONU souligne également que les incertitudes géopolitiques et économiques croissantes réduisent la confiance des entreprises et que la hausse des coûts d'emprunt affaiblit les perspectives d'investissement<sup>7</sup>. Pour l'Afrique, la projection de croissance du PIB pour 2023 est de 3,8%, soit légèrement supérieure à la croissance de cette année. Cette projection a été revue à la baisse tout au long de l'année en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant.

La sous-région ouest-africaine est particulièrement touchée par la hausse des prix du carburant de 2022, étant donné que tous les pays sont des importateurs nets, à l'exception du Nigeria, premier producteur du continent, et du Niger, ainsi que par celle des prix des denrées alimentaires, compte tenu de la forte dépendance des pays vis-à-vis des importations. Le Bénin, le Sénégal, le Mali et la Guinée sont particulièrement dépendants des importations de blé en provenance de la Russie, qui sont très affectées par le conflit en cours. Selon la FAO, en 2022, la sous-région devrait compter le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans la période post-récolte depuis 2014, situation due à la détérioration économique, aux précipitations inférieures à la moyenne et à l'insécurité<sup>8</sup>. La croissance du PIB prévue pour 2023 est de 4%, soit la même performance en moyenne depuis 2021, contre -0,9% en 2020.

Dans ce contexte, le troisième séminaire sur la situation économique récente et les prévisions pour les pays anglophones de la CEDEAO sera organisé pour faire le point sur la situation économique et discuter des perspectives concernant les impacts multiformes des crises sur les économies des pays de la CEDEAO. Ce séminaire viendra compléter le séminaire sur la situation économique et les prévisions à court terme organisé pour les pays de l'UEMOA par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC Ouest.

## **2. Objectif principal**

L'objectif principal du séminaire est de partager les expériences et de faire le point sur la situation économique récente et les estimations macroéconomiques pour l'année 2022, les prévisions pour 2023 et les projections pour 2024-2025 dans les pays anglophones de la CEDEAO (la Gambie, le Ghana, le Libéria, le Nigeria et la Sierra Leone). Il vise à contribuer aux efforts déployés pour informer le suivi de la convergence macroéconomique dans les pays de la CEDEAO et à orienter les politiques et programmes nationaux et sous régionaux.

## **3. Objectifs spécifiques**

La réunion vise les objectifs spécifiques suivants:

- i. Passer en revue les outils analytiques utilisés par les États membres pour suivre l'évolution économique récente, évaluer l'impact des crises récentes et produire des prévisions économiques à court terme ;
- ii. Partager et analyser les situations économiques récentes des neuf premiers mois de 2022, les estimations actualisées pour 2022 et les prévisions des principaux indicateurs macroéconomiques (croissance économique, inflation, commerce, soldes budgétaires et finances extérieures) pour 2023-2025, en vue de faciliter le suivi de la convergence économique dans les États membres de la CEDEAO et d'orienter l'élaboration des politiques nationales et sous régionales;
- iii. Identifier les principaux catalyseurs de la situation et des perspectives économiques dans les États membres, ainsi que les risques associés aux prévisions économiques pour 2023 et aux projections pour 2023-2025.
- iv. Avoir une vue d'ensemble de l'état d'avancement a) de l'harmonisation et la mise à jour de l'année de référence des comptes nationaux pour faciliter la comparabilité des critères de convergence

---

<sup>5</sup> ONU. Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2022

<sup>6</sup> FMI, Juillet 2022, Perspectives Economiques Mondiale : sombres et plus incertaines

<sup>7</sup> ONU. Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2022

<sup>8</sup> FAO, PAM. Hunger Hotspots. Alertes précoces FAO-PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, Perspectives Juin à septembre 2022.

- macroéconomique au niveau communautaire, b) des efforts des pays dans la production du PIB trimestriel et c) la mesure de l'inflation ;
- v. Partager les meilleures pratiques entre les pays en matière de Suivi & Evaluation du développement économique récent et renforcer le partenariat entre les principales organisations gouvernementales dans le domaine du développement statistique.

#### **4. Résultats attendus**

- a. Une bonne compréhension des outils analytiques utilisés par les États membres pour suivre l'évolution économique récente, évaluer l'impact des crises récentes et produire des prévisions économiques à court terme ;
- b. La situation économique récente et les prévisions pour 2022-2025 des États membres sont connues ;
- c. Les principaux déterminants de la situation économique récente et les risques associés des prévisions macroéconomiques sont identifiés ;
- d. L'état de l'année de référence du compte national des pays et les efforts en vue de la production du PIB trimestriel sont connus, ainsi que les efforts pour mesurer l'inflation ;
- e. Les États membres bénéficient de l'expérience de chacun dans le suivi de la situation économique récente et des prévisions économiques ;
- f. La collaboration entre la CEA et les organisations intergouvernementales (AFRISTAT, CEDEAO, UEMOA, IMAO, AMAO et AFRITAC Ouest) dans le soutien aux pays en matière de développement statistique est renforcée.

#### **5. Date et lieu**

La réunion aura lieu du 11 au 14 octobre 2022 à Banjul, en Gambie.

#### **6. Participants**

Les pays ciblés sont : La Gambie, le Ghana, le Libéria, le Nigéria et la Sierra Leone.

Les participants sont des fonctionnaires nationaux impliqués dans la production d'indicateurs économiques à court terme (prix, production industrielle, agriculture, commerce extérieur, PIB trimestriel, etc.) et des économistes en charge des prévisions à court terme.

Pour chaque pays, deux experts participeront : un expert chargé de la production de la conjoncture économique récente dans les offices nationaux de statistiques, et un expert prévisionniste du département chargé de la prévision économique dans les ministères de l'économie et des finances.

La réunion verra également la participation d'experts de la CEA, de la Commission de la CEDEAO, et d'AFRISTAT, de l'IMAO et de l'AMAO.

#### **7. Contenu indicatif du séminaire**

La réunion se déroulera en séances plénières, avec des présentations par les pays et les institutions, suivies de discussions et recommandations.

- Chaque pays aura droit à deux présentations
  1. une brève présentation (15 min) sur les aspects institutionnels et les méthodes de suivi du développement économique récent et des prévisions macroéconomiques, ainsi que sur l'évaluation de l'impact des crises récentes et les réponses politiques.
  2. Une présentation conjointe (30 min) sur la situation économique récente du pays et les prévisions:
    - a) les tendances des indicateurs économiques (production, indicateurs d'activité, prix, taux d'intérêt, finances publiques, etc.) et mise à jour sur la mise en œuvre de la SNA 2008 par l'Office national des statistiques et la mesure de l'inflation;
    - b) les dernières prévisions macroéconomiques pour la période 2022-2025, les justifications des différences avec les prévisions précédentes et les hypothèses politiques.

- Les organisations intergouvernementales partageront leurs points de vue sur le suivi de la situation économique récente et des prévisions, y compris l'évaluation de l'impact des crises au niveau régional. Elles informeront également les participants des principales initiatives régionales menées par leurs institutions.

Les représentants des pays et des OIG sont invités à envoyer, avant le 25 septembre, un résumé de leurs présentations respectives et les séries de données à AFRISTAT ([edi@afriostat.org](mailto:edi@afriostat.org)) et à la CEA ([dosso2@un.org](mailto:dosso2@un.org)).

Le séminaire sera modéré par la CEA, AFRISTAT et la Commission de la CEDEAO.

## **8- Contacts**

***Pour toute question spécifique, veuillez contacter:***

Bakary DOSSO, ECA: [dosso2@un.org](mailto:dosso2@un.org)

Serge Jean EDI, AFRISTAT : [edi@afriostat.org](mailto:edi@afriostat.org)

Carolina COUTINHO, ECA : [carolina.rigotticoutinho@un.org](mailto:carolina.rigotticoutinho@un.org)